Nations Unies S/2017/753



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 septembre 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 2 septembre 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Étant investi de la mission de prévenir le déclenchement ou l'intensification de conflits, je tiens à faire part de la profonde inquiétude que m'inspirent les conditions de sécurité, la situation humanitaire et la situation des droits de l'homme dans l'État rakhine, au Myanmar. Je suis de près les événements qui s'y déroulent depuis le 25 août et provoquent une grande vague de violence, la troisième à frapper la région en cinq ans.

Je me félicite du débat que le Conseil de sécurité a tenu sur le sujet le 30 août. À cette occasion, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, Miroslav Jenča, a présenté une évaluation de la situation que connaît l'État rakhine depuis les dernières attaques lancées par l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan contre les forces de sécurité du Myanmar. Je suis profondément préoccupé par les informations faisant état de violences persistantes, notamment par les allégations d'actes de violence aveugle commis lors des opérations menées par ces forces de sécurité. D'après les premières informations disponibles, les violences perpétrées dans l'État rakhine touchent principalement les femmes, les enfants et les personnes âgées. Des dizaines de milliers de personnes, dont certaines – blessées – ont désespérément besoin d'une aide médicale d'urgence, ont cherché refuge au Bangladesh, tandis que des milliers d'autres sont coincées à la frontière et que nombre d'autres encore ont perdu la vie en tentant de fuir la violence.

La situation actuelle, pour effroyable qu'elle soit déjà, risque de dégénérer en une catastrophe humanitaire dont les conséquences pour la paix et la sécurité pourraient continuer de s'étendre au-delà des frontières du Myanmar. C'est bien sûr au Gouvernement du Myanmar qu'il incombe au premier chef de porter secours à tous ceux qui en ont besoin et de veiller à leur sécurité, mais notre attention collective et notre participation active sont d'une importance cruciale si l'on veut épargner de nouvelles souffrances à l'ensemble des populations de l'État rakhine.

Il ne fait aucun doute que le mécontentement à l'origine du conflit couve depuis bien trop longtemps. La situation actuelle ne fait qu'accentuer le besoin urgent de solutions globales aux causes profondes et complexes de la violence. Le Gouvernement du Myanmar en est conscient. La création de la Commission consultative sur l'État rakhine témoigne de la franchise avec laquelle il reconnaît que cet État est dans une situation intenable et qu'il faut envisager les choses sous un nouvel angle.

Il importe que la communauté internationale envoie un message fort, insistant sur l'appui et la coopération nécessaires à l'élaboration d'une stratégie politique et

17-15325 (F) 050917 050917





d'un ensemble de mesures plus ambitieux, à même de sortir l'État rakhine du cercle vicieux dans lequel il est pris.

En outre, la communauté internationale a la responsabilité de mener une action concertée pour empêcher une nouvelle escalade de la crise. Je prie instamment les membres du Conseil de sécurité d'appeler à la retenue et au calme pour éviter une catastrophe humanitaire, d'exiger le strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire et d'assurer la présence continue et la sécurité du personnel et des partenaires des Nations Unies afin que l'aide humanitaire puisse être acheminée sans interruption jusqu'aux personnes dans le besoin.

(*Signé*) António **Guterres**